

COVID-19 : COMPOSER AVEC LES PERTURBATIONS DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Services économiques d'EDC

17 avril 2020

Résumé

- Depuis le début de 2020, la chute de la demande mondiale en pétrole causée par la COVID-19 et l'augmentation simultanée de l'offre après l'échec de l'accord de l'OPEP+ font dangereusement plonger les cours mondiaux, perturbent considérablement le marché et créent une très forte pression financière sur de nombreux producteurs de pétrole.
- Le 12 avril, un accord a été conclu entre 23 pays pour réduire la production mondiale de pétrole de 9,7 millions de barils par jour, une baisse d'environ 10 %, de mai 2020 jusqu'à 2022. La réaction initiale du marché laisse toutefois penser que cette réduction n'est pas suffisante pour le rééquilibrer et soutenir une hausse durable des cours, durement plombés par la chute de la demande mondiale.
- Les coûts de production au Canada étant élevés, le secteur pétrolier canadien est aux prises avec de graves difficultés et aura vraisemblablement besoin d'une aide financière considérable pour composer avec cette période de perturbations sans précédent.

SITUATION ACTUELLE DE LA PANDÉMIE

En trois mois seulement, la COVID-19, apparue dans un marché chinois, à Wuhan, s'est propagée dans presque tous les pays du monde. En mars, les cas confirmés sont passés de 90 000 à plus de 823 000. Le 13 avril, plus de 1,8 million de personnes étaient touchées, et on comptait plus de 115 000 morts¹.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES

Dans ce contexte, les prévisions du scénario de référence des Services économiques d'EDC pour le printemps 2020 indiquent une récession dans les pays du G7 (Canada, États-Unis, Japon, Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne) ainsi qu'au Mexique. EDC estime que l'économie mondiale parviendra à rebondir une fois que la contamination à la COVID-19 diminuera et que les mesures d'endiguement seront levées. Cette reprise est attendue dans la deuxième moitié de 2020 et devrait se poursuivre en 2021.

ÉTAT DU SECTEUR

Situation dans le monde

- Dès le début de 2020, le marché mondial du pétrole était en situation d'excès d'offre. Les tensions commerciales internationales avaient réduit l'activité économique, et le marché recevait des quantités considérables de pétrole en provenance des gisements de schiste des États-Unis. Les tensions entre l'Iran et les États-Unis ont mené à une certaine hausse des cours en janvier, mais lorsque l'étendue et la gravité de la crise de la COVID-19 sont devenues évidentes et que de nombreux pays ont commencé

¹ Johns Hopkins Coronavirus Resource Centre.

à imposer des mesures d'endiguement, la demande en pétrole s'est effondrée, puis l'économie mondiale est brusquement tombée dans une récession généralisée.

- Le 7 mars, l'entente de l'OPEP+, qui impliquait une réduction de la production pétrolière de la Russie, de l'Arabie saoudite et des membres de l'OPEP, a été dissoute, la Russie refusant de consentir à un nouvel abaissement des seuils. L'Arabie saoudite a réagi en baissant le prix de son pétrole et en s'engageant à augmenter son apport au marché de plus de 2 millions de barils par jour. Au total, ce sont 4,5 millions de barils par jour qui allaient s'ajouter à l'offre existante, la Russie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et d'autres pays ayant aussi décidé d'augmenter leur production.
- Toutefois, avec l'effondrement de la demande, réduite de près de 30 millions de barils par jour dans la foulée des fermetures occasionnées par la COVID-19, la pression s'est fait de nouveau sentir sur l'OPEP+ pour qu'elle en arrive à un accord. Le 12 avril, il a été décidé de réduire la production mondiale de 9,7 millions de barils par jour en mai et juin 2020, avant de revenir progressivement aux niveaux antérieurs.
- Même si les réductions décidées par l'OPEP+ sont les plus importantes à ce jour, les stocks demeurent plus qu'excédentaires en raison de la chute de la demande mondiale. Sans nouveau rajustement à la baisse des niveaux de production ou une reprise fulgurante de l'activité économique et de la demande en pétrole, la capacité d'entreposage risque d'être pleinement exploitée au deuxième trimestre de 2020.
- Si la capacité d'entreposage est atteinte dans les champs de production, la production devra être suspendue. Selon IHS Markit, la production pourrait donc diminuer de 10 millions de barils par jour entre avril et juin 2020. Une telle situation ne serait pas sans conséquence pour certains bassins, l'arrêt de la production pouvant endommager l'équipement et réduire par la suite la capacité de production.
- Au 31 mars, les huit plus grandes pétrolières avaient annoncé une réduction de leurs investissements de plus de 28 milliards de dollars américains, un recul de 20 % par rapport aux 142 milliards initialement prévus.

Situation au Canada

- Les coûts de production au Canada étant élevés, le secteur pétrolier canadien souffre des bas cours du pétrole depuis 2014. Il a connu des fusions, des faillites et l'imposition de quotas par le gouvernement de l'Alberta.
- Globalement, le secteur du pétrole et du gaz naturel et celui de l'exploitation minière ont généré 147 milliards de dollars pour l'économie canadienne en 2019, soit plus de 7 % du produit intérieur brut (PIB) national. Le secteur a toutefois une mince marge bénéficiaire (5,1 %, bien moins que la moyenne de 11 % pour l'ensemble des secteurs) depuis la baisse des cours du pétrole survenue entre 2014 et 2016. Les tendances actuelles des cours ne font qu'exacerber le problème, surtout pour les petits producteurs.
- Parce que les besoins en infrastructures sont grands, le secteur du pétrole et du gaz naturel requiert un niveau de crédit nettement supérieur à la moyenne. En 2019, les emprunts se sont chiffrés à 144 milliards de dollars, avec un ratio capitaux empruntés/capitaux propres de 90 %.
- Selon l'enquête sur les perspectives des entreprises de la Banque du Canada publiée le 6 avril, la majorité des pétrolières canadiennes interrogées « considèrent que le choc pétrolier actuel est pire que les fortes baisses des prix du pétrole de 2008 et 2015 [parce qu'elles] ont plus de difficulté à obtenir du financement. »

- Depuis le début de la guerre des prix du pétrole au début du mois de mars, les producteurs canadiens de brut ont annoncé des coupes de plus de 5 milliards de dollars dans les dépenses d'investissement, soit 20 % des dépenses en capital totales attendues en 2020 par l'Association canadienne des producteurs pétroliers. L'enquête sur les perspectives des entreprises de la Banque du Canada dresse un portrait encore plus sombre, indiquant que les entreprises comptaient réduire leurs dépenses en capital de 30 % par rapport à 2019 et envisageaient des mises à pied immédiates.
- Les producteurs de pétrole canadiens sont confrontés à un problème de taille : une capacité de stockage insuffisante dans l'Ouest canadien conjuguée à la baisse de la demande des raffineries américaines dans la foulée des restrictions aux déplacements en réponse à la COVID-19. Selon Rystad Energy (grande firme-conseil du secteur de l'énergie), la production canadienne pourrait devoir être réduite de 440 000 barils par jour, ou 11 %, selon les quantités stockées. Comme la capacité de stockage dans la région est d'environ 40 millions de barils, ce volume pourrait être atteint d'ici la fin avril aux taux de production actuels.
- Pour certains modes de production utilisés au Canada, comme l'extraction dans les mines de sables bitumineux, une interruption n'aura sensiblement pas d'effet sur la production future. Toutefois, pour d'autres méthodes très répandues d'exploitation des sables bitumineux, comme le drainage par gravité au moyen de vapeur, une interruption prolongée pourrait endommager les réserves.
- Une première raffinerie en Amérique du Nord a arrêté sa production le 30 mars, la North Atlantic Refinery Ltd. de Come By Chance, à Terre-Neuve-et-Labrador.

ÉVOLUTION DES PRIX

- Les prévisions des Services économiques d'EDC pour les cours du pétrole, publiées dans les *Perspectives économiques mondiales*, tiennent compte des développements jusqu'au 12 mars. Étant donné l'évolution de la situation depuis cette date, les risques pondérés penchent pour une tendance à la baisse.
- Une des principales hypothèses relatives aux prévisions des cours du pétrole veut que la production mondiale demeure libre pour au moins deux ans après la dissolution de l'OPEP+. L'Arabie saoudite, la Russie et d'autres pays producteurs se battent pour avoir leur part du marché et tenteront d'étouffer les producteurs américains de schiste ou de pétrole à coût élevé.

Perspectives économiques mondiales	2019	2020*	2021*
Cours du pétrole brut Brent, USD/baril	64,08	43,89	47,42
West Texas Intermediate, USD/baril	56,99	38,84	42,89
Western Canada Select, USD/baril	43,30	28,97	33,31

* période de prévision

Sources : *Perspectives économiques mondiales*, mars 2020, Services économiques d'EDC

WEST TEXAS INTERMEDIATE (USD/BARIL)



WESTERN CANADA SELECT (USD/BARIL)

